

Interview de Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF (transcription)

Patrick Poivre d'Arvor

TF1, 5 juillet 1994

Interview de Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, par Patrick Poivre d'Arvor :

PPDA : Valéry Giscard d'Estaing bonsoir.

VGE : Bonsoir

PPDA : Pendant votre présidence vous avez été confronté à des problèmes de ce type. La France doit-elle rester au Rwanda en attendant l'arrivée, pour l'instant assez hypothétique, de l'ONU ?

VGE : Je crois qu'il faut rappeler en quelques mots ce que c'est que cette situation que vous connaissez vous-même puisque vous étiez sur place.

Le Rwanda c'est une ancienne colonie allemande et belge. Et autrefois c'était un système féodal qui était dirigé par une minorité faisant 10% de la population. C'est une minorité venue du Nord qui sont des nomades et qui sont plus guerriers plus délinquants d'ailleurs et qui sont les Tutsi. Ils tenaient le pays, ils administraient le pays et donc les Hutu.

Les Hutu, la majorité, 90%, c'est une population sédentaire et qui vivaient au bas de l'échelle politique et sociale. Arrive l'indépendance et naturellement les Hutu prennent le pouvoir puisqu'ils sont la majorité. Ils com-

menent à chasser et persécuter les Tutsi, avec d'ailleurs souvent une brutalité violente. Les Tutsi s'exilent en partie dans les pays voisins notamment en Ouganda et puis ils essaient de revenir, de revenir une première fois dans les années 60. Ils essaient de revenir en 1990, de revenir dans le pays, nous envoyons des forces pour les empêcher de revenir, avec les Belges, les Zaïrois, et puis arrive l'attentat du président Habyarimana. C'est un président hutu, qui représente la grande majorité qui est assassiné dans un attentat contre son avion. A ce moment-là qu'est-ce qui se passe ? A ce moment-là ce sont les Hutu que nous avons protégés jusque là qui commencent les massacres. C'est le moment de la fin de la minorité tutsi. D'ailleurs dans un pays quand il y a 90% d'un côté et 10% de l'autre quand il y a des massacres, c'est évidemment les 90% qui massacrent les 10%. Et on a assisté au massacre abominable, faut bien le dire, de la minorité tutsi par les miliciens du régime, régime que nous avons... soutenu dans la période récente. Alors en même temps les Tutsi qui étaient à l'extérieur dans l'Ouganda sont entrés dans le pays, c'est ce qu'on appelle le Front patriotique rwandais et

ils avancent. Et ils commencent à occuper une partie du pays et ils viennent de prendre la capitale.

PPDA : Ils ont occupé pratiquement les 3/4 du pays.

VGE : Ils ont occupé les 3/4 du pays dont les villes que l'on voyait tout à l'heure sur vos écrans. Alors, qu'est-ce qui se passe dans la partie ouest du pays ? C'est qu'il y avait à la fois des Tutsi qui étaient affolés parce qu'il y avait les Hutu qui se repliaient qui commençaient à les massacrer et il y avait des massacres très cruels dans cette partie dont les responsables sont toujours sur place d'ailleurs et on ne fait rien contre eux. Et puis en même temps il y a les forces tutsi qui avancent. Alors ce que nous avons fait au début, c'est-à-dire il y a quinze jours. Il y a quinze jours qu'on a commencé. On est allé sur la frontière et on a dit on va aider les camps de réfugiés et des orphelinats, des écoles et on va tâcher de protéger les populations. Tant qu'ils seraient menacés par les autres. Et on avait pris un engagement tout à fait précis c'est-à-dire de ne pas servir de force d'interposition entre les deux camps et surtout de ne pas aller en profondeur dans le territoire rwandais. Ce qui a été dit avec solennité par le Premier ministre tout à fait à juste titre à l'Assemblée nationale.

PPDA : Et là vous trouvez qu'on est allé trop loin ?

VGE : On est allé trop loin, parce qu'actuellement on est dans des villes, la fameuse ville de Gikongoro dont on parle. C'est à l'intérieur du pays, j'ai apporté une carte. Qu'est-ce qu'on va faire ?

Il y a les Tutsi qui avancent. Est-ce qu'on va s'opposer à leur avance ? J'ai entendu le colonel qui commande dire

mais s'ils avancent on tirera sur eux. Tirez sur qui ? Et de quel droit ?

Donc je crois qu'il faut revenir à la conception initiale de l'opération. C'est-à-dire que nos forces doivent être sur la frontière et non pas dans le pays et se livrer à des opérations strictement humanitaires, c'est-à-dire quand on apprend qu'il y a quelque part un camp qui est menacé ou une communauté religieuse ou un groupe de population, lui porter secours.

PPDA : De plus vous laissez entendre que la France d'une certaine façon pour l'instant est en train de protéger les auteurs hutu des massacres ?

VGE : Pour l'instant si on regarde derrière nous, il y a les Tutsi qui avancent, c'est-à-dire les victimes et on a derrière nous une partie de ceux, qu'une partie bien sûr, de ceux qui ont procédé aux massacres. Alors il y a deux choses qu'il faut dire aussi. Aucune puissance européenne n'a décidé de venir s'associer à nous. Et en particulier on a les Allemands qui président la communauté des douze, les anciens... ancienne puissance coloniale, on a les Belges, ancienne puissance coloniale, personne ne vient

PPDA : Les Italiens ont promis qu'ils viendraient

VGE : Ils l'ont dit, pour l'instant ils ne l'ont pas fait encore et parmi les puissances africaines une seule qui est le

PPDA : le Sénégal

VGE : le Sénégal

PPDA : il y a le Ghana

VGE : Non, non, non, le Ghana a annoncé qu'il participerait à ce qu'on appelle la MINUAR, c'est la force des Nations Unies, qui n'est pas du tout notre opération à nous, qui est la force internationale des Nations Unies qui

PPDA : Donc pour vous on est beaucoup trop seuls

VGE : Alors moi je dis ceci : il faut revenir à ce qu'on avait décidé c'est-à-dire ramener nos forces sur la frontière et il faut qu'à partir de la frontière pour des opérations humanitaires tout à fait précises et sur le vu des me-

naces portant sur tel ou tel groupe de la population on fasse une opération de secours soit pour les protéger, soit pour les ramener.

PPDA : je vous remercie alors on va continuer la revue de l'actualité internationale.